



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



51628
C-4

Distr. : GENERALE CH
E/ECA/CM.13/9
5 mars 1987
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT SUR L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE
MONDIALE SUR LA REFORME AGRAIRE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL
DANS LA SOUS-REGION DU MULPOC DE LUSAKA**

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

E/ECA/CM.13/9

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

INTRODUCTION

1. La Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, réunie à Rome du 12 au 20 juillet 1979, a adopté un document intitulé "Déclaration de principes et Programme d'action" ainsi qu'une résolution portant sur les mesures complémentaires à prendre par la FAO en tant qu'organisme directeur et par d'autres institutions des Nations Unies. Dans cette Déclaration de principes et Programme d'action, entérinée par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale des Nations Unies la même année, les gouvernements membres déclaraient que l'objectif de la réforme agraire et du développement rural était l'amélioration de la vie et des activités rurales sous tous leurs aspects : économique, social, culturel, institutionnel, écologique et humain et que, compte tenu de cet objectif, les stratégies et objectifs nationaux devaient être axés sur l'élimination totale de la pauvreté et prévoir notamment des améliorations nutritionnelles et sanitaires, en étant régis par des politiques ayant pour fins une croissance dans la justice sociale, la redistribution du pouvoir économique et politique et la participation de la population à la prise de décisions intéressant sa vie.

2. Les gouvernements s'engageaient à prendre des mesures non seulement en vue de redistribuer les terres, élever les revenus, le nombre d'emplois, la production alimentaire et le niveau nutritionnel dans les campagnes mais également en vue d'assurer aux populations rurales un approvisionnement minimum en eau potable, des services de planification familiale, des soins de santé primaire, des logements, l'enseignement, l'accès aux routes et des communications et d'accroître le pourcentage de dépenses publiques consacrées à ces équipements et services.

3. Le présent rapport a pour objet l'examen des orientations passées et actuelles du développement rural en Afrique de l'Est et en Afrique australe et l'évaluation de leur contribution à la réalisation des buts et objectifs de la Conférence 1/. L'accent est mis sur les réformes des politiques et des structures qui peuvent favoriser le développement rural, l'instauration d'une justice sociale et la réduction de la pauvreté.

4. Comme la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural couvre des domaines complexes, vastes et interdisciplinaires, il ne sera pas possible de procéder à une évaluation globale. Le but est de permettre aux Etats membres de la CEA d'une part d'apprécier les mesures prises et les

1/ Le présent rapport s'appuie dans une très large mesure sur des rapports de mission de la Conférence. Des commentaires et des suggestions de la Division des ressources humaines, des institutions et de la réforme agraire de la FAO se sont révélés extrêmement utiles pour sa rédaction. La Division de l'analyse des politiques a également beaucoup contribué en apportant un soutien logistique et des informations utiles. Nous les remercions de leur concours.

progrès accomplis dans le développement rural, en particulier dans l'élimination de la pauvreté, qui constitue l'objectif fondamental de la Conférence, et d'autre part d'échanger des données d'expérience relatives à la réforme agraire et au développement rural.

5. Plus précisément, ce rapport est axé sur les domaines suivants :

- i) accès à la terre, aux ressources en eau et aux ressources naturelles;
- ii) participation de la population;
- iii) intégration de la femme au processus de développement;
- iv) accès à la technologie, aux facteurs de production, aux débouchés et aux crédits;
- v) développement des activités non agricoles;
- vi) santé, enseignement et nutrition;
- vii) mesures prises par les institutions dans le cadre de l'application des principes de la Conférence.

6. L'établissement du présent rapport s'inscrit dans le programme de travail de la période biennale 1986-1987 de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) concernant l'alimentation et l'agriculture en Afrique, approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies.

NATURE DU PROBLEME

7. Au cours des années 60 et 70, l'ensemble des pays en développement a enregistré des progrès remarquables dans le développement économique en général. La croissance du PIB des pays les moins avancés a dépassé l'objectif de 5 p. 100 par an fixé par les Nations Unies pour la première Décennie du développement. Le taux de croissance du PNB des pays du Tiers monde a atteint une moyenne annuelle de 4,6 p. 100.

8. Cependant, il en est allé différemment pour l'Afrique. Au cours de cette période, les taux de croissance n'ont marqué aucune progression en Afrique en dessous du Sahara et la productivité alimentaire et agricole a même baissé. Il ressort du tableau 1 que l'Afrique a été le seul continent où, durant la période 1970-1976, un taux de croissance négatif a été enregistré pour la production agricole, alimentaire et céréalière par habitant.

9. Pour tenter de remédier à cette situation, les pays africains ont adopté certaines mesures, souvent conseillés par des expatriés et soutenus et encouragés par les bailleurs de fonds, ce qui a eu pour conséquence essentielle d'accentuer les déséquilibres d'avant les indépendances.

10. En raison de la croissance constante de la population humaine et du cheptel, la terre a été de plus en plus sollicitée, les méthodes traditionnelles de culture et de gestion des ressources sont devenues inadaptées et la dégradation des sols a pris des proportions inquiétantes, rendant les sécheresses plus fréquentes. Par suite de la dislocation des structures traditionnelles, une catégorie de paysans sans terre est apparue; les fermages ont augmenté, mettant les locataires dans une situation précaire. Cette évolution a entraîné l'apparition d'une population rurale pauvre. Par ailleurs, la baisse de la qualité de la vie et l'écart croissant entre les revenus ruraux et urbains ont provoqué un exode massif de la population masculine adulte à la recherche d'une meilleure existence vers les villes et les pays limitrophes. Ces migrants, qui en général étaient les moins éduqués et les moins qualifiés du point de vue technique, ne pouvaient prétendre aux emplois urbains les plus sûrs et les mieux rémunérés et ont rejoint les citadins pauvres et les habitants des bidonvilles. Les femmes, restées au village, ont dû subvenir aux besoins de la famille en étant mal préparées à ce rôle.

11. Après deux décennies d'expérimentation et d'occasions manquées, les gouvernements africains ont commencé à mettre en doute la valeur des stratégies du développement adoptées dans le passé. Les modèles de croissance acceptés sans remise en question au moment des indépendances et après s'étaient révélés inadéquats. De toute évidence, les progrès accomplis dans le développement économique et l'amélioration du niveau de vie qui devaient témoigner de tous les efforts et toutes les ressources tant intérieures qu'extérieures investis étaient dérisoires. En fait, la situation des pays africains était pire que 20 ans auparavant, surtout en ce qui concernait l'alimentation et la nutrition.

12. La Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural a été constituée pour remédier à l'échec des efforts de développement entrepris en 20 ans d'indépendance pour satisfaire les besoins et les aspirations de la population africaine.

Vue d'ensemble des structures de production en Afrique de l'Est et en Afrique australe

13. La sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ^{2/} représente 27 p. 100 (756,7 millions d'hectares) de la superficie du continent africain, compte 30,7 p. 100 (137,4 millions) de sa population totale (en 1980) mais ne contribue que pour 15,4 p. 100 à son PNB (1982). La moyenne du PNB par habitant de cette sous-région est de 340 dollars (en 1982) contre une moyenne continentale de 677 dollars (FAO, Atlas de l'agriculture africaine, 1986). Sur les 18 pays qui la forment, 12 ont enregistré une régression du PIB par habitant se situant entre 0,7 et 8 par an entre 1980 et 1983 et pour sept d'entre eux cette baisse a dépassé 2 p. 100.

^{2/} Angola, Botswana, Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Somalie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

14. Les économies de ces pays sont essentiellement agricoles. En moyenne, environ 30 p. 100 de leur PIB proviennent de l'agriculture (tableau 2) et, sauf dans le cas de la Zambie, une forte proportion de leurs recettes d'exportation est due à ce secteur (tableau 3). En outre, malgré les efforts considérables d'industrialisation, on voit peu de progrès dans le secteur industriel. La part de l'industrie dans le PIB est passée de 19 à 45 p. 100 au Botswana (surtout grâce à la découverte de métaux précieux) et de 13 à 18 p. 100 au Malawi alors qu'en Zambie, l'industrie qui intervenait pour 40 p. 100 en 1965 ne contribue plus que pour 26 p. 100 en 1984. Dans les autres pays, elle n'a enregistré aucune croissance et presque partout les industries manufacturières, déjà peu développées, stagnent relativement. Quant aux services qui dans de nombreux cas contribuent pour une part notable au PIB, ils n'ont marqué aucun progrès au cours de la période 1965-1984.

15. Par ailleurs, cette sous-région a le taux de croissance démographique le plus élevé d'Afrique entre 1970 et 1980, onze pays ont eu un taux de croissance démographique annuel moyen supérieur à 3 p. 100 et pour quatre de ces pays, il a même dépassé 4 p. 100 (FAO, Atlas de l'agriculture africaine). Sans aucun doute, à n'importe quel point de vue, cette croissance est alarmante. A ce rythme, la population aura doublé dans moins de 25 ans. Bien qu'en moyenne le ratio homme/superficie des terres reste bas, certains pays connaissent déjà de sérieuses insuffisances de terres arables. En outre, la population s'urbanise à grande vitesse (6-7 p. 100 par an). Ces tendances, combinées dans de nombreux pays à la jeunesse de la population, ont des incidences graves sur l'offre d'emplois et de services sociaux.

Justification de l'intérêt porté au développement rural

16. Des revenus insuffisants, la malnutrition, de mauvaises conditions sanitaires, de faibles taux d'alphabétisation, une forte mortalité post-natale et infantile, voilà quelques-unes des manifestations de la pauvreté rurale. Même si les données sur les conséquences de la misère et les problèmes qu'elle pose sont peu nombreuses, une chose est sûre, la pauvreté dans les zones rurales africaines est devenue endémique et grave.

17. Il va de soi que le développement rural devrait avoir la priorité sur les autres domaines du développement. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, 80 à 90 p. 100 de la population vivent dans des zones rurales, luttant pour leur simple survie : la faim, la malnutrition, les maladies, l'ignorance et l'injustice sociale et économique y sévissent. Cependant, la justification de l'intérêt porté à ce domaine n'est pas seulement morale, les motifs économiques, politiques sont même plus impératifs et plus déterminants. Dans le domaine économique, le développement rural peut apporter les avantages suivants :

- i) création d'emplois pour une population en rapide croissance : La croissance industrielle est lente, voire nulle. La main-d'oeuvre jeune doit trouver emplois et subsistance dans l'agriculture et en particulier dans le secteur de petites exploitations à forte intensité de main-d'oeuvre. A cet égard, on peut tirer un enseignement du développement de petites exploitations à forte intensité de main-d'oeuvre entrepris notamment au Kenya et au Malawi;
- ii) réduction des importations alimentaires : Les devises déjà rares deviendraient quelque peu disponibles pour l'importation de facteurs de production et d'équipements industriels indispensables à la croissance et au développement;
- iii) expansion du marché intérieur : En Afrique, l'urbanisation reste très faible. C'est donc l'accroissement du pouvoir d'achat des masses rurales qui permettra d'atteindre cet objectif;
- iv) accroissement et diversification des exportations : Le développement et la création de petites exploitations offrent des occasions sûres de diversifier les exportations;
- v) réduction de l'exode rural : L'amélioration de la vie rurale constitue l'un des moyens sûrs de réduire un exode rural massif.

18. C'est un fait établi que les plus grandes richesses des pays pauvres sont leurs populations et leurs terres. Une mise en valeur et une mobilisation rationnelles de ces ressources sont des préalables indispensables au développement d'économies autonomes et autosuffisantes et c'est pourquoi, dans le développement rural, l'objectif ultime est la mobilisation des ressources rurales et l'établissement de collectivités autonomes.

19. Le développement rural comporte un autre aspect important, à savoir, l'implantation de nouvelles industries rurales, qui présente entre autres intérêts celui de mettre davantage de biens et services à la disposition des ruraux à des prix beaucoup moins élevés que les industries urbaines. Ce progrès est indispensable à la création d'une société rurale dynamique. De surcroît, des industries rurales nécessiteraient une main-d'oeuvre importante (donc baisse du ratio capital/travail) et permettraient de mobiliser les épargnes familiale et collective et de tirer profit de la créativité et de l'esprit d'entreprise qui existent dans les zones rurales.

BUTS ET OBJECTIFS DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LA REFORME AGRAIRE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

20. La Conférence a engagé les pays à accélérer les réformes des institutions et des politiques de développement rural et a prié instamment les gouvernements de procéder aux réformes suivantes :

- 1) promouvoir les institutions et les organisations populaires rurales;

- ii) procéder à des réformes structurelles;
- iii) consacrer davantage de ressources au secteur agricole.

21. Cette partie consiste en une analyse de certaines réformes et réalisations accomplies dans les domaines visés par l'action de la Conférence. Dans cette évaluation, il faut faire la part des problèmes socio-économiques et politiques qui ont accablé les pays (sécheresse persistante, récession économique des pays développés, augmentation du service de la dette, baisse des recettes en devises et montée en flèche des coûts des facteurs de production industrielle). En effet, ces problèmes ont obligé les pays à réaménager leurs priorités et à détourner la force de travail et les ressources des objectifs de développement à long terme pour résoudre des situations d'urgence. Les économies déjà fragiles et faibles ont été soumises à des pressions supplémentaires. A l'heure actuelle, les situations d'urgence sont moins fréquentes et l'attention se porte sur le redressement des économies totalement désorganisées.

22. Si elle a ralenti les réformes, la crise a toutefois mis en évidence la situation alarmante des ruraux pauvres ainsi que les problèmes particuliers et la vulnérabilité des petits exploitants, des femmes et des enfants et fourni des justifications supplémentaires à la nécessité de remédier à cette vulnérabilité.

Volonté politique de réaliser les buts de la Conférence

23. Plus que jamais, les responsables africains au plus haut niveau ont conscience de la situation économique critique de l'Afrique et de la prééminence à donner à l'agriculture.

24. Cette préoccupation s'est concrétisée par l'adoption, en 1980, du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000 et plus récemment, celle du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 lors du 21ème sommet de l'OUA. Les buts et objectifs de ces deux documents sont conformes à ceux de la Conférence. En les adoptant, les gouvernements se sont engagés par la voix de leurs dirigeants à prendre, individuellement et collectivement, les mesures appropriées pour transformer leurs économies et accroître la productivité de leurs secteurs agricoles. Cet engagement est traduit dans le paragraphe suivant du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique : "Le développement de notre continent incombe au premier chef à nos gouvernements et à nos peuples. Nous sommes en conséquence résolus à prendre individuellement et collectivement des mesures concrètes pour le développement économique de notre continent dans l'unité et la solidarité des peuples africains et des Etats membres."

25. Au niveau sous-régional, la création de la SADCC, de la ZEP et de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement, en vue de la promotion de l'agriculture et des activités associées est un témoignage de plus du sérieux de cet engagement.

Plans nationaux de développement

26. Bien que l'expérience prouve qu'il y a un abîme entre les plans et leur réalisation, les plans fournissent malgré tout des informations précieuses sur les priorités définies par les gouvernements dans la recherche du développement économique et sur les moyens mis en oeuvre. Une analyse portant sur un certain nombre de plans nationaux et visant à déterminer s'ils reflètent l'esprit de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural a révélé que les plans les plus récents accordaient une haute priorité à l'agriculture et à la recherche de l'autosuffisance alimentaire, contrairement aux plans antérieurs, plus axés sur les zones urbaines et sur le développement des infrastructures. La réduction des écarts des revenus ruraux et urbains est prévue dans la plupart des plans qui, en outre, tiennent presque tous compte de l'importance de la participation de la population à la prise de décisions.

27. Par exemple, le quatrième Plan national de développement du gouvernement du Kenya (1979-1983) a pour thème principal la réduction de la pauvreté. La lutte contre la pauvreté est portée sur quatre fronts principaux :

- i) création d'activités rémunératrices;
- ii) réorientation des ressources en faveur des démunis;
- iii) satisfaction des autres besoins fondamentaux tels que la nutrition, les soins sanitaires, l'enseignement de base, l'approvisionnement en eau et le logement;
- iv) édification de cadres institutionnels et réformes.

28. Toutefois, l'étude de leurs plans nationaux a montré que certains pays n'avaient pas encore mis au point les stratégies cohérentes et touchant tous les aspects du développement rural prévues par la Conférence. Néanmoins, ces plans comportaient les éléments essentiels tels que la priorité à l'agriculture, la réduction des écarts entre les revenus ruraux et urbains, l'autosuffisance alimentaire, l'autonomie, la santé et l'enseignement.

29. L'examen des dossiers présentés par les pays concernant leurs plans et stratégies de développement rural, lors d'un atelier international consacré à l'élaboration de stratégies de développement rural, organisé en 1985 par la FAO, a mené aux observations suivantes : il existait très peu de relations, que ce soit horizontales (relations sectorielles) ou verticales (relations locales, régionales et nationales), entre les politiques, les programmes et les projets. Il y avait parfois une interdépendance horizontale dans le cadre de certains projets de développement rural intégré mais elle restait très limitée, ces projets formant des entités isolées à peine reliées aux autres projets ruraux et non ruraux du Plan national de développement. Les projets de développement rural intégré constituaient alors des enclaves très comparables aux industries de produits de base d'exportation qui présentaient très peu de relations interindustrielles verticales. ^{3/}

^{3/} FAO, Report on the International Workshop on Designing Rural Development Strategies, 2-7 December, 1985, Ibadan, Nigeria, p. 12.

30. Par ailleurs, les rapports de mission de la Conférence indiquent que les plans nationaux présentent en général les lacunes suivantes : i) caractère imprécis des objectifs; ii) absence de stratégies permettant d'atteindre les objectifs; et iii) absence de procédures d'évaluation des progrès accomplis.

Progrès accomplis dans les principaux domaines d'action de la Conférence

31. Accès à la terre, aux ressources en eau et aux ressources naturelles : la réforme agraire soulève une question fondamentale que de nombreux gouvernements doivent étudier avant d'entreprendre des actions à long terme de développement rural. Dans les zones rurales africaines, la terre n'est pas seulement le facteur de production le plus important mais pour des millions de personnes, elle constitue également le fondement de leurs moyens d'existence et de survie. Pour une poignée de privilégiés, elle signifie pouvoir, prestige et richesse et elle représente un outil d'exploitation des autres. Sans réforme agraire, il est pour ainsi dire impossible de réaliser un développement ou des transformations profondes dans les zones rurales.

32. La réforme agraire peut prendre diverses formes suivant les conditions objectives prévalant dans chaque pays : nationalisation des terres avec ou sans compensation, assortie d'une redistribution à ceux qui les cultivent, amélioration des relations entre propriétaires fonciers et métayers, aménagement du régime foncier, remembrement des terres, modifications des lois successorales ou transferts des terres par vente, collectivisation, colonisation rurale, préservation de certaines zones etc.

33. Toutefois, pour donner les résultats recherchés, une réforme agraire doit s'accompagner d'autres réformes facilitant notamment l'acquisition de facteurs de production, la commercialisation des produits à des cours rémunérateurs et la disponibilité de biens de consommation, sans quoi elle se solderait par une baisse de la production et du niveau de vie, ainsi qu'il a été largement démontré dans un certain nombre de pays qui ont procédé à des réformes agraires radicales.

34. Dans les collectivités traditionnelles, les usages coutumiers assuraient de façon satisfaisante l'accès à la terre et aux ressources naturelles, notamment à l'eau, et maintenaient un équilibre harmonieux entre l'exploitation et la conservation des sols et de ces ressources. Mais par suite de la pression croissante de la population et du cheptel ainsi que des nécessités de la commercialisation, les usages traditionnels sont devenus inadaptés.

35. Les régimes traditionnels subsistent encore dans un certain nombre de pays de la sous-région. Sous ces régimes, la terre est régie par un droit coutumier qui en gouverne l'accès. Les hommes se retrouvent rarement sans terre. En revanche, ce même droit qui assure aux hommes l'accès à la terre le refuse aux femmes. Les femmes n'accèdent à la terre, aux ressources en eau et aux ressources naturelles que par leurs époux. Ces régimes eux aussi posent pour le développement des problèmes graves qui sont rarement reconnus.

36. Concernant les problèmes de développement liés au régime foncier coutumier et à l'administration traditionnelle, des terres, le rapport de mission de la Conférence sur le Lesotho est extrêmement instructif, non que le cas du

Lesotho soit unique mais parce qu'il illustre des problèmes couramment rencontrés 4/ sous ce type de régime :

- i) l'administration des terres est déterminée par les usages traditionnels et non par les priorités du développement, ce qui se traduit par un morcellement excessif des domaines, des dimensions excessives des troupeaux et un surpâturage entraînant une dégradation des sols;
- ii) il est difficile de procéder à un aménagement du territoire en général, à une gestion et à une utilisation du sol qui répondent à la nécessité socio-économique fondamentale de partager les maigres ressources;
- iii) le fait que les pâturages collectifs relèvent de l'autorité du chef du village ajoute aux problèmes de la gestion des sols et de la planification de leur utilisation;
- iv) le fait que les droits et autorité sur les terres appartiennent au chef du village, en interdisant la participation de la population et des institutions locales appropriées à la prise de décision, empêche l'éclosion d'une administration collective et le développement de ce bien commun qu'est la terre;
- v) les droits sur les terres ne sont rendus qu'après la moisson à la collectivité, qui se sent donc moins incitée à les gérer et à les faire valoir.

37. Dans les sociétés nomades, la terre est une propriété collective alors que les troupeaux qui se nourrissent sur les pâturages sont des propriétés individuelles, d'où le célèbre dilemme des pasteurs. En effet, il y a conflit entre l'intérêt individuel poussant à surcharger les pâturages et l'intérêt collectif consistant à respecter leur charge limite afin d'éviter la dégradation des sols et c'est pourquoi la réforme agraire dans les collectivités pastorales suscite une vive controverse.

38. Au cours de ces dernières années, des réformes de types divers ont été adoptées dans la sous-région. Une consultation gouvernementale sur les mesures faisant suite à la Conférence, organisée par la FAO et tenue à Harare (Zimbabwe), a permis de rendre compte des initiatives prises par certains pays en matière de législation foncière dans le but de faciliter aux petits exploitants l'accès à la terre et d'éviter le morcellement des domaines agricoles. Dans certains cas, toutes les terres agricoles appartiennent à l'Etat qui autorise les exploitants à les utiliser à des conditions régies par le droit coutumier. Le rapport de cette consultation indiquait également que certains gouvernements considéraient que la redistribution des terres

4/ FAO, Kingdom of Lesotho : The WCARRD Follow-up Inter-Agency Mission, 1982, p. 7.

ne s'imposait pas dans l'immédiat et que d'autres avaient procédé à des réformes agraires progressives.

39. Deux pays ont transformé radicalement les relations entre l'homme et la terre : il s'agit de la République-Unie de Tanzanie et de l'Ethiopie. S'agissant de la République-Unie de Tanzanie, la Déclaration d'Arusha instituant le socialisme a fait des propriétés foncières des terres domaniales administrées par les villages ujamaa tandis que l'Ethiopie, par la Proclamation sur les terres agricoles de mars 1975, a nationalisé toutes les propriétés foncières, introduit une législation agraire fixant un maximum de 10 hectares par ménage et aboli le système du fermage. L'administration foncière a été laissée aux associations de paysans créées en vertu de la même proclamation.

40. La République-Unie de Tanzanie est bien connue pour son régime politique égalitaire et ses programmes innovateurs en matière de développement rural. Pour faire suite à la Déclaration d'Arusha, le Gouvernement a d'abord mis en place les villages ujamaa puis appliqué un programme de villagisation qui prévoit l'établissement et la réinstallation de la population dispersée dans des villages bien déterminés appelés villages du développement. Il a également créé des services administratifs par l'intermédiaire desquels la population peut participer au développement.

41. L'expérience tanzanienne, suivie avec un très grand intérêt par beaucoup, a permis des progrès immenses en matière de services sociaux et d'infrastructure mais, de l'avis de nombreux observateurs, n'a pas donné les résultats recherchés, à savoir développement de toute l'économie et amélioration du niveau de vie de la population rurale. La mission de la Conférence a signalé que l'exploitation collective des terres, qui est la pierre angulaire de la socialisation rurale, ne s'était pas beaucoup développée et ne touchait que pour 3 p. 100 de la superficie totale cultivée. La productivité agricole n'a pas progressé depuis des années malgré les sommes énormes investies dans l'agriculture et dans les activités annexes.

42. Les thèmes dominants des politiques tanzaniennes de développement rural sont les suivants :

- i) prééminence de l'agriculture sur les autres secteurs;
- ii) gestion locale et autosuffisance;
- iii) mode de production socialiste fondé sur les villages ujamaa.

43. Malgré la lenteur de la progression vers le développement économique en général et l'amélioration des niveaux de vie, un tremplin pour l'avenir a été mis en place. En fait, lors de cette mission de la Conférence, il a été estimé que la République-Unie de Tanzanie commençait déjà à ressentir les retombées positives de ses réformes et de ses investissements.

44. Les objectifs du Gouvernement éthiopien sont les suivants :

- 1) une croissance accélérée dans la justice sociale et l'élimination des inégalités héritées de l'histoire et de l'exploitation de l'homme par l'homme;

- ii) élimination totale de la pauvreté, de la faim, des maladies et de l'analphabétisme;
- iii) édification d'une économie forte et autonome.

45. La révolution rurale constitue la clé de voûte de ses efforts de développement. Pour mener à bien les réformes, il a mis en place diverses institutions collectives (organisations populaires) et publiques et a choisi de faire de la socialisation de l'agriculture l'instrument principal du développement rural. A cette fin, il encourage et soutient activement, depuis 1985, l'exécution d'un programme de colonisation rurale et de villagisation. Outre qu'elle présente l'avantage évident de rendre plus aisée la fourniture de services, la villagisation doit faciliter la rationalisation de l'utilisation des sols, l'amélioration de la conservation des sols et des eaux et la socialisation de l'agriculture.

46. En Ethiopie, les relations entre l'homme et la terre ont été profondément transformées mais aucune réforme complémentaire n'a été introduite en vue de relever la productivité agricole. Ainsi, la fourniture de facteurs de production améliorés et de crédits, surtout aux petits exploitants, semble marquer le pas; la recherche en matière agricole n'a pas encore donné de résultats exploitables, en particulier par les petits agriculteurs, et la structure des prix laisse beaucoup à désirer. Il ne fait aucun doute que ces lacunes ont amoindri la portée de la réforme agraire égalitaire qui a été entreprise et contribué à freiner la productivité.

47. Au Zimbabwe, l'accent a été mis jusqu'à présent sur la coopérativisation, en particulier des domaines de réinstallation, et sur la fourniture de crédits. Les rapports signalent que, grâce à des politiques judicieuses en matière de fixation des prix et de fourniture de facteurs de production appliquées au cours de ces dernières années, les petites exploitations ont pu produire des surplus alimentaires.

48. Le Gouvernement du Lesotho a introduit en 1979 une loi agraire destinée à corriger des inégalités existantes et à faire disparaître les obstacles au développement de l'agriculture. ^{5/} En vertu de cette loi, l'attribution des terres est effectuée par un comité d'attribution présidé par les chefs. Par ailleurs, cette loi encourage la mise en valeur des terres par un système d'affermage. Mais les membres de la mission ont estimé que le régime d'attribution des terres pouvait encore favoriser les plus puissants et que l'affermage désavantageait les ruraux démunis en laissant aux propriétaires puissants et riches la possibilité de racheter leurs maigres possessions.

49. Participation de la population : On considère à présent que si les efforts de développement déployés dans le passé ont donné peu de résultat, c'est en grande partie dû à l'absence de participation à la base, à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation des projets de développement; c'est pourquoi la nécessité d'une participation de la population aux décisions socio-économiques et politiques qui touchent à sa vie est de plus en plus souvent reconnue et prise en compte et les gouvernements mettent au point le cadre institutionnel permettant cette participation.

^{5/} Ibidem, pages 8 et 9.

50. Comme la décision finale de changer ou non les méthodes de culture appartient aux agriculteurs eux-mêmes, la logique impose de les faire participer à la formulation du plan et à son exécution. Cependant, la participation de la population est une question complexe et ardue et requiert des ressources et des capacités d'organisation. Les agriculteurs, hommes et femmes, doivent être organisés en groupes viables. Ils ont besoin d'une formation et d'une aide pour assumer leur nouveau rôle et, de leur côté, les agents de développement doivent être préparés à accepter ces nouvelles relations.

51. Les gouvernements de tous les pays visités par la mission de suivi de la Conférence ont fait savoir qu'ils étaient disposés à instituer des politiques et des procédures visant à renforcer les organisations populaires et à en faire l'outil d'une participation authentique. Déjà un grand nombre de pays décentralisent la prise de décision et la planification et encouragent activement les organisations populaires telles que les coopératives, les coopératives de crédits, les organisations féminines et les associations de jeunes. De plus en plus, la planification se fait à partir de la base.

52. La planification à partir de la base présente l'avantage essentiel de mener à des résultats clairs et précis dans des opérations entrant dans la planification, qui sont :

- i) l'inventaire des ressources disponibles au niveau local;
- ii) l'inventaire de la main-d'oeuvre et des compétences disponibles;
- iii) la définition des problèmes socio-économiques et techniques;
- iv) une plus grande précision des besoins et des priorités de groupes particuliers définis comme cibles;
- v) la détermination des risques courus par les fermiers et de leurs moyens de faire face à ces risques;
- vi) l'inventaire des domaines offerts à la production au niveau du villages avec leurs variantes;
- vii) l'étude des expériences faites antérieurement par les village dans des activités de production.

53. Cette façon d'aborder la planification suppose une étroite collaboration entre le planificateur et les bénéficiaires car leurs rôles sont complémentaires. Le planificateur a des connaissances que les agriculteurs n'ont pas et ceux-ci détiennent des informations vitales que le planificateur n'a pas et qui sont indispensables à une planification correcte. Dans cette entreprise commune, cependant, un changement d'attitude est demandé aux deux parties.

54. Les membres des missions ont observé que bon nombre de gouvernements avaient créé un mécanisme d'un type ou d'un autre permettant de décentraliser la prise de décisions et d'accroître la participation de la population. Pour n'en citer que quelques-uns : en Somalie, la population peut participer à

des opérations d'auto-assistance par la canal des conseils régionaux, des conseils de district et des comité de village; en Zambie, le gouvernement a prévu de créer des centres villageois de développement; en Ethiopie, on s'efforce de faire paraticiper aux décisions jusqu'aux associations de paysans.

55. La République-Unie de Tanzanie a mis en place l'un des systèmes de renforcement de la participation de la population et de promotion de la démocratie populaire les plus complets en Afrique. La planification des projets locaux et leur exécution incombent à des organes administratifs régionaux. Les plans sont étudiés et élaborés au niveau du village puis soumis aux comités de développement des districts. Ces derniers les évaluent et transmettent les proposition de plans au comité exécutif du parti qui donne l'approbation finale et les soumet à l'autorité régionale.

56. Dans de nombreux pays, le premiers éléments de promotion d'une participation populaire sont mis en place. Mais jusqu'ici, même en République-Unie de Tanzanie où le système paraît avancé, les observateurs signalent que toutes les décisions sont prises au sommet et transmises de haut en bas^{5/}.

57. Accès aux facteurs de production, aux débouchés et aux crédits: Une réforme agraire a pour but de transformer les campagnes en créant une société rurale dynamique. L'un des outils de cette transformation est la redistribution des terres qui, pour donner les résultats désirés, doit être combinée à des réformes institutionnelles et à une réorientation des politiques visant à faciliter les flux de moyens de production vers l'économie rurale. Ainsi, il est donc indispensable de faciliter l'accès aux facteurs de production améliorés, aux débouchés et à des services tels que les crédits. Pour que la productivité agricole augmente, les facteurs de production doivent être disponibles quand il faut, où il faut et aux prix qu'il faut. La recherche a montré que le recours à des facteurs de production améliorés (semences, engrais, systèmes d'irrigation, outils, etc.) et à des techniques du culture améliorées (fréquence des semailles, époques des plantations, sarclage etc.) peut mener à un accroissement considérable de la production. La révolution verte entreprise en Asie et en Amérique latine a été facilitée par l'existence de ces facilités. En Afrique, il n'y a eu aucune expérience similaire à la révolution verte en partie parce que les conditions préalables n'étaient pas remplies.

58. Dans la majorité des pays de la sous-région, il existe un contraste marqué entre les exploitations commerciales qui font appel à des techniques très avancées et les petites exploitations où, au mieux, on utilise quelques méthodes améliorées. Le tableau 4 porte sur l'utilisation des engrais dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Il permet de constater que les quantités d'engrais utilisés pour les cultures non alimentaires et les cultures d'exploitation dépassent de très loin les quantités utilisées pour les cultures alimentaires. C'est ainsi qu'en Ethiopie les éléments nutritifs employés pour les cultures alimentaires ne représentent que 3 kg/ha contre 28 kg/ha pour les cultures d'exportation et les cultures non alimentaires; en République-Unie de Tanzanie, les chiffres sont respectivement de 2 kg/ha et de 31 kg/ha; au Zimbabwe, de 37 kg/ha et de 267 kg/ha, au Kenya, de 20 kg/ha et de 34 kg/ha.

59. Divers facteurs rendent difficile l'utilisation de facteurs de production améliorés, notamment l'inefficacité des réseaux de distribution, le manque de crédits, l'absence d'ensembles de résultats de recherche exploitables par les petits agriculteurs (lacune imputable aux services de recherche) et de mesures incitant les agriculteurs à faire appel à des techniques améliorées.

60. Recherche agricole : A l'époque coloniale, les activités de recherche étaient essentiellement centrées sur la culture de grands produits d'exportation (coton, arachide, cacao, thé, café etc.) sur des plantations couvrant d'immenses superficies. Après les indépendances, les infrastructures existantes ont été négligées et chaque Etat indépendant a essayé d'organiser ses propres institutions de recherche. Or, il s'est révélé depuis que, pour mettre sur pied une infrastructure de recherche agricole efficace, il faut un personnel et des ressources considérables. C'est pourquoi, dans beaucoup de pays, la recherche agricole a cessé de répondre aux besoins. Le transfert de technologie à partir d'autres régions s'est révélé impossible et la recherche agricole au niveau national a été concentrée sur des expérimentations de variétés et d'engrais et sur des techniques de cultures portant sur l'époque et la densité des plantations. D'une façon générale, la recherche a ignoré les cultures alimentaires, continuant d'être axée sur les cultures d'exportation. L'expérimentation sur le terrain de techniques pouvant être recommandées par la suite n'est pas du tout courante et les recommandations émanant d'institutions de recherche sont souvent trop générales pour être utiles dans des régions ayant leurs micro-climats et leurs spécificités pédologiques. Quant à la recherche socio-économique, elle est en général rudimentaire.

61. Dans son ouvrage Transforming African Agriculture, 1986, Carl Eicher procède à une analyse extrêmement critique de la recherche agricole en Afrique. Il affirme que dans ce domaine, l'Afrique n'a pas suffisamment insisté sur la recherche de base sur laquelle pourtant, à long terme, le développement agricole repose. De tous temps, les universités et autres institutions d'enseignement ont beaucoup contribué à la recherche à long terme et à faire reculer des frontières de la connaissance. Il est à déplorer qu'en Afrique la recherche universitaire, d'une façon générale, manque de centre d'intérêt précis. La continuité, qui est importante pour la recherche de base est également absente, et le caractère sporadique et fragmentaire du financement est bien connu.

62. A l'heure actuelle, un certain nombre de centres internationaux de recherche agricole (CIMMYT, ICRISAT, ICIPE, LIRMA, CIPEA, IBAR) travaillent sur les problèmes agricoles à court et à long terme de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Cependant, si grâce à leurs efforts des progrès incontestables ont été réalisés, les répercussions au niveau national sont jusqu'ici pratiquement nulles.

63. Récemment, les gouvernements de la sous-région ont créé leurs propres organisations régionales (SADCC, ZEP, Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement). Par ailleurs, la CEA et la FAO aident les Etats membres à établir un réseau sous-régional de recherche sur le maïs.

64. Certaines institutions nationales de recherche agricole entreprennent une action concertée en vue d'orienter la recherche sur les cultures alimentaires. Dans ce cadre, de nombreux travaux sont entrepris sur le maïs, le sorgho, le millet, et les haricots; néanmoins, il faudrait également développer la recherche sur les racines et tubercules qui tiennent une place importante dans l'alimentation, sur les légumineuses, la résistance aux maladies et aux parasites, la tolérance à la sécheresse, les cultures associées et les domaines socio-économiques.

65. Selon un rapport de la Banque mondiale^{7/}, l'Afrique dépense plus que l'Asie et l'Amérique latine par la recherche (en pourcentage du PIB) et par chercheur (tableau 5). Le rapport signale toutefois que la recherche est financée dans sa majeure partie par des donateurs qui, en conséquence, régissent les politiques des institutions et les méthodes de travail, souvent sans une participation suffisante des pays intéressés.

66. Sans développement de technologies appropriées, il ne peut y avoir de développement de l'agriculture. Aucun pays n'a pu développer son secteur agricole sans avoir auparavant bien établi les réseaux de recherche et les services associés tels que la vulgarisation, les crédits, la commercialisation etc.. Or, dans de nombreux pays en développement, la mise au point et le transfert de techniques, surtout à l'intention des petits exploitants, existent à peine et ne débouchent sur aucun résultat et, en conséquence, les agriculteurs ne disposent pas de techniques adaptables aux conditions écologiques et socio-économiques et aux structures de production.

67. Il a été constaté que dans beaucoup de pays, la recherche et la vulgarisation ne présentaient aucun lien entre elles, ce qui rend difficile la mise au point de technologies adaptées aux petits exploitants (hommes et femmes). Les chercheurs ne peuvent tirer profit des réactions des agriculteurs qui ne parviennent jamais jusqu'à eux et, en résultat, les agents de vulgarisation ne peuvent disposer de résultats de recherche exploitables et sûrs. Il faudrait donc rendre plus systématique le dialogue entre les chercheurs, les agents de vulgarisation, les agriculteurs et les autres institutions rurales de développement (masculines et féminines). Certes, une détermination à modifier la façon d'envisager les services de vulgarisation s'est manifestée au cours de ces dernières années et on insiste davantage sur les relations de groupes et la participation, mais les progrès sont ralentis par l'insuffisance du nombre des agents de vulgarisation, leur manque de formation et de motivation et par l'insuffisance des ressources et des installations.

68. Crédit agricole : Il a été constaté qu'en raison de l'absence de garanties des prêts et d'une incapacité de rembourser fréquente chez les petits exploitants, ceux-ci ne bénéficient que d'un volume limité de crédits. Qui plus est, les prêts consentis consistent essentiellement, voire exclusivement, en prêts à court terme, ce qui restreint la possibilité d'investir dans des améliorations à long terme.

^{7/} World Bank, Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa, 1986-90, Washington, D.C., p. 33.

69. C'est ainsi qu'en Tanzanie, les membres de la mission ont noté qu'en 1976/1977, 68,4 p. 100 des prêts étaient formés de crédits de campagne et que sur 8 000 villages, 1 080 seulement en bénéficiaient.

70. En Ethiopie, dans le cadre de la deuxième phase 1977/78-1980/81 du programme de prêts minimums, une moyenne de 15,9 millions de Birr (7,8 millions de dollars) avait été avancée aux petits exploitants (soit une moyenne de 1,3 dollar par ménage). Le taux de remboursement a été proche de 75 p. 100^{8/}. Les statistiques disponibles indiquent aussi que 80 à 90 p. 100 des prêts consentis par AIDBANK vont aux fermes d'Etat et que le reste est destiné aux coopératives essentiellement sous forme de crédits de campagne à court terme. Or, les fermes d'Etat et les coopératives n'interviennent que pour 10 p. 100 environ dans la production agricole.

71. La nécessité d'avoir des garanties pour les prêts en restreint considérablement l'accès pour les petits exploitants. En effet, pour les institutions de crédit ceux-ci constituent une clientèle particulièrement peu sûre et leur cas est aggravé par l'absence d'allotement de facteurs de production spécifiques et par la fréquence de la sécheresse. Les membres de la mission de la Conférence qui s'est rendue en Somalie ont recommandé l'introduction d'une assurance pour les cultures (éventuellement à titre expérimental) pour garantir des revenus raisonnables aux petits exploitants dans le cas de mauvaises récoltes.

72. Concernant les problèmes liés aux crédits, les membres des diverses missions ont observé que les institutions de crédit étaient mal organisées, sans lien les unes avec les autres et qu'elles faisaient double emploi entre elles. Ils recommandent donc une restructuration et une rationalisation de leurs activités.

73. Commercialisation agricole : Les données disponibles font apparaître une amélioration générale des mesures d'incitation à la production agricole, notamment une augmentation des prix des produits agricoles et une amélioration de l'efficacité des systèmes de commercialisation. A l'heure actuelle, de nombreux gouvernements contrôlent les prix des produits agricoles par l'intermédiaire de différents organismes para-étatiques et offices de commercialisation. Certains organismes para-étatiques ont le monopole d'achat de certains produits de base.

74. Par exemple, on a constaté en Somalie que :

"Le défaut de contrôle et d'ajustement systématique de ces prix en fonction des coûts de production croissants, de façon à ce que ces prix restent incitatifs et les variations saisonnières convenables, a entraîné la constitution d'un important marché parallèle des produits alimentaires et une réduction sensible des quantités de produits commercialisés par l'Office de commercialisation agricole (Agricultural Distribution Corporation)"^{9/}

^{8/} Teka T. and T. Nichola, Rural Forestry Alleviation: The Case of Ethiopia, FAO, Rome, 1984, p. 71.

^{9/} FAO, Somalie : Report of the High level WCARD Follow-up and Lagos

Il en est de même dans d'autres pays qui ont introduit un système de contrôle des prix sans mettre en place des mécanismes appropriés chargés de contrôler les mouvements de l'offre et de la demande et de procéder aux ajustements nécessaires.

75. En ce qui concerne les produits d'exportation, le monopole d'achat accordé aux organismes para-étatiques et aux offices de commercialisation, associé à la politique budgétaire du gouvernement, agit à l'encontre des intérêts des agriculteurs. Dans de nombreux cas, les agriculteurs perçoivent une part très faible du prix à l'exportation (f.o.b.). Par exemple, au Malawi et en Tanzanie, les cultivateurs de tabac recevaient moins de 50 p. 100 du prix aux frontières à la fin des années 70 et au début des années 80 (rapport de la Banque mondiale, page 65). En Ethiopie, les cultivateurs de café recevaient seulement 29 p. 100 du prix aux frontières.

76. Malgré les problèmes sus-mentionnés, on a constaté une amélioration nette et générale des mesures d'incitation aux producteurs de cultures vivrières. Selon le rapport de la Banque mondiale, cette amélioration résulte soit d'une augmentation des prix officiels concurremment à une dévaluation, comme en Zambie, soit d'une déréglementation du marché permettant aux cultivateurs d'obtenir des prix plus élevés sur le marché parallèle, soit encore de l'introduction d'une réglementation plus souple du marché officiel comme en Tanzanie, où le prix du maïs a doublé entre 1979 et 1985. Certains pays accordent aussi une plus grande place au marché libre.

77. Le rôle des organismes para-étatiques est un aspect essentiel du processus de commercialisation. L'expérience d'un certain nombre de pays a montré que le fonctionnement des organismes para-étatiques était entravé par une mauvaise gestion et des ressources insuffisantes. Pour couvrir leurs coûts de fonctionnement, les organismes para-étatiques gonflent souvent leurs marges de commercialisation au détriment des cultivateurs, ou reçoivent des subventions du Trésor public qui représentent une lourde charge pour l'Etat. Certains organismes para-étatiques augmentent également leurs bénéfices en maintenant les prix à la production à un niveau faible.

78. Intégration des femmes au développement : Selon la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, la reconnaissance du rôle essentiel que joue la femme dans la vie économique et sociale d'un pays est une condition préalable au succès des politiques du développement rural, et les gouvernements sont donc invités à engager des actions en vue d'assurer : i) l'égalité de statut juridique; ii) l'accès des femmes aux services ruraux; iii) la création d'organisations de femmes et leur participation aux projets de développement; iv) l'accès à l'éducation et à l'emploi.

79. En Afrique, les femmes représentent plus de 50 p. 100 de la main-d'oeuvre agricole et, en Afrique australe, où les hommes émigrent vers les villes et vers la République d'Afrique du Sud pour travailler dans les mines, les femmes constituent 60 à 70 p. 100 de la main-d'oeuvre agricole. En Ouganda, les femmes représentent 60 à 80 p. 100 de la main-d'oeuvre dans le secteur de la production alimentaire. Cependant, les hommes restent les détenteurs réels de la terre. En raison de la concurrence des cultures d'exportation, l'accès des femmes à

la terre est limitée et celles-ci sont encore plus tributaires des hommes qu'auparavant. En général, la production, la transformation et la commercialisation des cultures vivrières relèvent du domaine des femmes, et celles-ci jouent donc un rôle essentiel en matière de sécurité alimentaire.

80. Malgré l'existence de cette division sexuelle du travail, les hommes et les femmes ont des activités complémentaires. Toutefois, en dépit de l'importance considérable que revêt le rôle des femmes dans la production alimentaire, les efforts consentis dans le passé par les gouvernements et la communauté internationale en vue d'améliorer la productivité agricole et de rétablir l'autosuffisance alimentaire en Afrique ont totalement ignoré les besoins des femmes. Les interventions des gouvernements en matière de recherche, de vulgarisation, de crédit, de commercialisation, d'éducation, etc. se sont adressées aux hommes, même lorsque ceux-ci n'étaient pas producteurs de cultures vivrières.

81. Jennie Dey a relevé six conceptions erronées courantes sur le rôle des femmes, qu'elle définit ainsi :^{10/}

- "i) Le ménage est souvent considéré comme une entité homogène dans laquelle le chef de ménage (l'homme) contrôle l'ensemble des travaux, des avoirs et des revenus et prend toutes les décisions importantes sur les questions d'ordre social et économique;
- ii) L'opinion courante considère que le chef de ménage est un homme, en dépit du fait que de nombreuses femmes veuves ou divorcées sont chefs de ménage (30 à 40 p. 100 dans les pays de la SADCC);
- iii) Les tâches ménagères sont considérées comme étant la fonction essentielle des femmes alors que les femmes rurales estiment qu'elles assument des tâches domestiques et économiques multiples, interdépendantes et aussi importantes les unes que les autres;
- iv) Une prise de conscience croissante du rôle de la femme dans la production, la transformation et la préparation des aliments pour la consommation du ménage se fait jour et détourne l'attention des activités productrices de revenus de la femme, qui sont tout aussi importantes...;
- v) La contribution des femmes à la production vivrière et à l'élevage pour les besoins du ménage aboutit à les faire considérer comme des travailleuses familiales non rémunérées. La rigidité de ce cliché, qui repose seulement sur l'un des rôles multiples de la femme, empêche une reconnaissance adéquate de leurs autres rôles en tant que productrices travaillant à leur propre compte, femmes d'affaires, ou travailleuses salariées;
- vi) ...Le fait que, dans certains pays musulmans, les femmes n'aient pas d'activités économiques... peut dissimuler un commerce actif d'aliments préparés ou cuisinés à domicile, que les enfants livrent ou vendent sur le marché."

^{10/} Dey J., Women in Food Production and Food Security in Africa, FAO, 1984, pages 10 - 11.

82. Ces dernières années, le rôle essentiel que jouent les femmes dans la production alimentaire, outre leurs tâches domestiques traditionnelles, semble avoir été reconnu. Cette prise de conscience accrue a débouché sur des actions aux niveaux national et international visant à encourager les femmes à participer aux principales activités de développement, et à leur fournir un appui dans leurs multiples rôles en tant que productrices et prestataires de services. La crise alimentaire et agricole qu'ont connue la plupart des pays africains dans les années 70 et 80 a sans aucun doute incité les gouvernements africains et les organismes donateurs à faire porter leurs efforts sur les femmes dans leurs programmes d'assistance visant à accroître la production alimentaire.

83. Comme la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, le Plan d'action de Lagos qui a fourni un cadre pour le développement à long terme de l'Afrique (1980-2000) - a reconnu la contribution essentielle des femmes aux efforts entrepris pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire, et a demandé la réalisation de recherches sur le rôle des femmes dans la production alimentaire et la création et/ou le renforcement des services s'occupant des questions féminines dans les ministères de la planification.

84. On constate, en Afrique de l'Est et en Afrique australe, que les activités et les documents importants des gouvernements reflètent cette prise de conscience accrue, et que des progrès considérables ont été enregistrés notamment dans les domaines politique et social.

85. En Ethiopie par exemple, on note un soutien constant du gouvernement à la participation pleine et entière des femmes à la vie sociale, économique et politique. Cependant, "malgré les progrès accomplis, beaucoup reste à faire, les acquis à ce jour étant moins importants dans le domaine économique que dans le domaine socio-politique". Il semble que les efforts ont plus porté sur l'économie domestique, la santé et l'alphabétisation que sur d'autres activités indispensables à la promotion de la femme.

86. "Les activités et les besoins des femmes ne sont pas reconnus comme ils pourraient l'être et comme les femmes voudraient qu'ils le soient. Actuellement, les associations de paysans, les coopératives de services et de production n'offrent pas aux femmes la possibilité de participer aussi activement qu'elles le devraient compte tenu de leur contribution à la vie rurale. Les femmes n'ont pas assez souvent la qualité de membres des coopératives, et n'ont pas suffisamment accès à la terre, au crédit et à la formation dans leurs activités productives". 11/

87. Au Lesotho, on constate que les programmes d'aide du gouvernement fournissent un appui aux femmes. Le document intitulé "Blue Print for Action - Agricultural Development 1980" invite instamment les donateurs à se pencher sur l'utilisation du potentiel que représentent les femmes pour le développement. Toutefois, la mission fait observer que le droit des femmes à la propriété est limité; en outre sur 25 000 membres des coopératives de crédit, peu de femmes occupent des postes de responsabilité. 12/

11/ FAO, Ethiopie : Report of the High Level WCARRD Follow-up Mission, 1982, page 4.

12/ FAO, Royaume du Lesotho, mission de suivi de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, page 45.

88. En Somalie, des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine de la législation en vue d'accorder aux femmes une égalité de droits dans tous les domaines, grâce notamment à l'octroi de congés de maternité, à l'aménagement des horaires de travail des femmes qui allaitent leurs enfants, à la création de jardins d'enfants et de crèches pour les enfants des femmes qui travaillent.

89. Toutefois, malgré les remarquables progrès accomplis dans les domaines de la législation, des organisations de femmes, de l'alphabétisation, etc., beaucoup reste à faire. Dans de nombreux pays, le rôle essentiel que jouent les femmes en matière de sécurité alimentaire n'est pas encore totalement reconnu, et les interventions du gouvernement (recherche, vulgarisation, crédit, commercialisation, formation) n'accordent pas encore une priorité aux cultures vivrières et aux femmes en tant que principaux agents du développement dans ce domaine.

90. La FAO a axé ses activités sur le renforcement de la participation des femmes à la production alimentaire et au développement rural. Les programmes d'action comprennent :

- i) L'organisation d'ateliers et de séminaires;
- ii) Le lancement d'un programme intitulé "Femmes et systèmes alimentaires" (WIFS), dont l'objectif est de renforcer les politiques et plans de développement rural, ainsi que les services d'appui destinés aux femmes rurales afin d'accroître la production alimentaire de la famille;
- iii) "Actions communautaires pour les femmes rurales défavorisées" (CADRW), qui s'adressent aux femmes travaillant dans les plantations, aux femmes participant à des programmes de peuplement, aux femmes réfugiées et aux femmes vivant dans des zones de forte émigration masculine;
- iv) Le lancement d'une série de publications portant sur les femmes et la production alimentaire.

91. Un film intitulé "Les cultivateurs oubliés : Les femmes et la sécurité alimentaire" a également été préparé.

92. Education, santé et nutrition : A l'indépendance, les populations de la plupart des pays africains étaient illettrées. L'instruction dispensée aux quelques autochtones qui en avaient bénéficié répondait aux besoins de l'administration et des systèmes de production coloniaux. Lors de l'accession à l'indépendance, la plupart des pays ont dû faire appel à des étrangers pour gérer leurs structures gouvernementales et disposer des compétences techniques et de gestion nécessaires dans tous les secteurs du développement. Ainsi, la formation de personnel a été considérée comme la priorité des priorités. Malheureusement, jusqu'à ce jour, la pénurie de personnel technique constitue toujours un grave obstacle au développement dans la plupart des pays.

93. Les installations et services de santé d'avant l'indépendance servaient aussi les intérêts des colonisateurs et de l'élite. Les zones rurales ne bénéficiaient d'aucun service sanitaire. L'un des principaux objectifs des gouvernements africains a été de corriger cette inégalité.

94. Ces deux domaines sont ceux dans lesquels la plupart des pays ont accompli des progrès importants depuis l'indépendance, et ils ont aussi constitué la majeure partie des dépenses publiques.

95. Education : On n'insistera jamais assez sur l'importance de l'éducation dans la poursuite des objectifs de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. L'éducation des hommes et des femmes constitue l'instrument essentiel pour réaliser ces objectifs.

96. Dans de nombreux pays de la sous-région, l'enseignement primaire est maintenant obligatoire. L'objectif de nombreux pays a été d'assurer un enseignement primaire universel. Le tableau 6 montre les progrès accomplis entre 1965 et 1982, et les données disponibles indiquent que la tendance se poursuit. Le tableau montre également que la proportion filles/garçons s'est sensiblement améliorée. Toutefois, malgré les progrès quantitatifs enregistrés dans le domaine de l'éducation, les missions effectuées au titre de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural ont constaté d'importantes disparités entre les zones urbaines et les zones rurales et entre les garçons et les filles. Par exemple, en Somalie, les données disponibles indiquent que, parmi les élèves ayant achevé l'école primaire, peu nombreux sont ceux qui poursuivent leur scolarité dans le secondaire, et que peu d'enfants de familles nomades vont à l'école. Au Mozambique, bien que l'enseignement primaire soit obligatoire, le pourcentage d'enfants de 6 à 14 ans inscrits à l'école ne dépasse pas 40 p. 100, et en raison du taux élevé d'abandons scolaires, 10 p. 100 seulement atteignent la quatrième année d'école.^{13/} Les pourcentages d'enfants inscrits dans les zones rurales et dans les zones urbaines sont respectivement de 27,5 et 62,5 p. 100, et moins de 1 p. 100 des enfants habitant les zones rurales vont à l'école secondaire.

97. Au Lesotho, en 1980, 70 p. 100 des enfants en âge d'aller à l'école primaire étaient inscrits, mais sur mille élèves inscrits en première année, 370 seulement (37 p. 100) arrivaient en septième année d'école primaire.^{14/}

98. La priorité accordée aux campagnes d'alphabétisation et d'éducation des adultes a été payante dans de nombreux pays. Par exemple, en Tanzanie, grâce à un programme cohérent, 90 p. 100 de la population était alphabétisée en 1980, et l'écart entre les sexes était de plus en plus réduit. En Ethiopie, le taux d'alphabétisation a atteint plus de 60 p. 100 au cours d'une période de moins de dix ans, alors qu'il était de 10 p. 100 sous le précédent régime.

99. Une évolution considérable a aussi été enregistrée dans la sous-région quant au type d'enseignement sur lequel ont porté les efforts, l'enseignement technique et professionnel prenant le pas sur l'enseignement de type classique. La conception actuelle de l'enseignement repose sur l'autosuffisance et le développement, l'accent étant mis sur l'éducation des masses. Malgré la priorité accordée à l'enseignement au service du développement rural, il apparaît que ce type d'enseignement encourage les jeunes ruraux à abandonner la vie rurale. Le plus souvent, les enfants vont à l'école pour échapper à la vie rurale; c'est du moins ce que les parents désirent pour leurs enfants, et ce comportement est légitime compte tenu des inégalités importantes qui existent entre les infrastructures et services sociaux dans les zones urbaines et dans les zones rurales.

^{13/} FAO, Report of the WCARRD Follow-up Inter-Agency Mission to Mozambique, 1984, page 40.

100. L'enseignement aux enfants des familles nomades est un problème particulièrement important. Cette question s'est d'abord posée à propos des populations nomades de la Somalie, mais elle concerne également tous les pays où existe le pastoralisme nomade (Botswana, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Tanzanie). Un système d'enseignement adéquat devrait s'adapter au contexte et aux besoins des nomades. On a suggéré d'utiliser la radio comme moyen de communication avec les pasteurs nomades. Il est nécessaire de procéder à une étude approfondie de cette question, de définir une politique claire et cohérente ainsi que des objectifs nationaux concernant l'éducation des nomades dans le cadre d'une stratégie globale de l'enseignement.

101. En ce qui concerne l'éducation, la Banque mondiale ^{15/} soutient que le taux d'inscription a diminué ces dernières années et que la qualité de l'enseignement se détériore en Afrique au Sud du Sahara. Le rapport indique en outre que les dépenses publiques au titre de l'enseignement supérieur s'élèvent à près de 3 000 dollars par étudiant, soit huit fois plus qu'en Asie et presque deux fois plus qu'en Amérique latine.

102. Santé, nutrition et assainissement : D'une façon générale, la situation sanitaire s'est considérablement améliorée en Afrique au Sud du Sahara depuis l'indépendance. Les gouvernements ont accordé un rang élevé de priorité au développement des infrastructures sanitaires. La plupart des pays ont adhéré aux recommandations de la Conférence d'Alma Ata (1979) qui accordaient un rang élevé de priorité à la médecine préventive et à la participation active des communautés locales à leurs propres services de santé.

103. Bien que l'amélioration de la situation sanitaire soit satisfaisante par rapport à la situation d'autres secteurs du développement, l'Afrique est toujours considérée comme très en retard dans le domaine des infrastructures sanitaires, particulièrement dans les zones rurales. En fait, dans certains cas, on a constaté que les installations se détérioraient en raison du défaut d'entretien, de la déperdition de personnel et du manque de ressources. Par exemple, on a observé qu'en 1982/83, le taux de mortalité infantile en Ouganda était remonté, selon les estimations, à 130 décès par 1000 naissances vivantes, contre 110 pour 1000 en 1969. Conscient de ce problème, le Gouvernement ougandais a donné une haute priorité aux soins de santé primaire dans son Programme de redressement.

104. Le Gouvernement éthiopien a adopté une politique progressiste de soins de santé primaire, visant à favoriser la médecine préventive et les zones rurales, utilisant les structures des organisations populaires, et mettant l'accent sur l'autosuffisance. Toutefois, malgré les efforts du gouvernement, certains indices montrent que la situation sanitaire actuelle est très insuffisante. Par exemple, entre 1980 et 1985, le taux de mortalité infantile était en moyenne de 172 pour 1000 naissances vivantes (tableau 7). La situation est comparable en Angola, au Malawi, au Mozambique, en Somalie et au Swaziland. Au Mozambique, la moitié du budget de la santé est consacrée aux soins de santé publique. Malgré cela, la mission de suivi a constaté l'existence d'une forte mortalité maternelle et infantile; le nombre insuffisant d'habitants bénéficiant des soins de santé maternelle et infantile; le taux élevé de malnutrition, d'anémie, de maladies infectieuses et parasitaires; l'insuffisance des activités de vaccination; les taux élevés de mortalité et de morbidité résultant de la rougeole; et l'insuffisance du réseau sanitaire et de l'approvisionnement en eau.

105. Une étude sur la pauvreté dans les zones rurales 16/ en Ethiopie indique l'existence de maladies contagieuses étroitement liées au mauvais approvisionnement en eau, à la situation généralement insuffisante de l'assainissement, à la mauvaise hygiène personnelle et au manque de vaccinations. Le rapport indique en outre que malgré les efforts du gouvernement en vue d'inverser la tendance, les services de santé bénéficient surtout aux populations urbaines.

106. Le rapport de la Banque mondiale mentionné ci-dessus 17/ se référant à une étude du FISE et de l'OMS, constate que, en Afrique au Sud du Sahara, le niveau d'immunisation des enfants est le plus bas au monde : polio 32 p. 100, rougeole 35 p. 100, tuberculose 41 p. 100, diphtérie, coqueluche et tétanos 33 p. 100; alors que, selon le rapport, on considère généralement qu'un niveau d'immunisation d'environ 80 p. 100 est nécessaire pour prévenir la transmission de ces maladies. Selon le rapport, les niveaux d'immunisation se sont en fait détériorés dans de nombreux pays africains (dans la sous-région à l'étude, la Zambie et la Tanzanie font partie des pays dont le niveau d'immunisation a baissé).

107. Les problèmes de nutrition sont très aigus dans presque tous les pays de la sous-région. La situation déjà médiocre a été aggravée par la crise alimentaire de 1983-1984 à la suite d'une sécheresse persistante de 3-4 années consécutives dans la plupart des pays (Angola, Botswana, Ethiopie, Mozambique). La ration calorique par habitant a diminué dans 10 des 15 pays pour lesquels des données sont disponibles (tableau 3). En 1984, la ration calorique journalière était inférieure à 95 p. 100 des besoins moyens dans 6 des 15 pays, et 4 de ces pays approchaient ou étaient en-dessous du niveau critique de 1 800 cal par jour.

108. Assainissement et approvisionnement en eau : Bien que l'on reconnaisse explicitement l'importance de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau potable, la situation est considérée comme très insuffisante dans tous les pays. On a constaté que la qualité de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement était très mauvaise dans les zones rurales. En Ethiopie, on estime que seulement 3 à 4 p. 100 de la population rurale a accès à de l'eau potable tandis qu'en Tanzanie, la population ayant accès à l'eau potable était estimée à 41 p. 100 de la population rurale totale en 1979-1980.

109. Activités non agricoles : Dans certains pays, les activités non agricoles contribuent largement aux revenus et aux emplois ruraux. Au Kenya, quelque 43 p. 100 du revenu des petits exploitants provient à l'heure actuelle d'activités non agricoles.18/ En Tanzanie, environ 20 p. 100 du revenu des ménages ruraux proviendrait d'activités non agricoles. Une économie rurale diversifiée, non seulement au niveau des activités agricoles proprement dites, mais également au niveau des industries reposant sur l'agriculture telles que la transformation, la conservation, le conditionnement, le pressurage de l'huile, etc., et au niveau de la commercialisation et des services, est une condition sine qua non de la création d'une économie rurale dynamique et autosuffisante. La production d'outils agricoles et de biens de consommation nécessaires aux agriculteurs, le développement de services tels que le petit commerce rural et les services de distribution auprès desquels les agriculteurs peuvent se procurer des facteurs de production agricole et acheter des biens de consommation, etc., sont des éléments essentiels du développement rural.

16/ Teka, T. et T. Nichola, page 23.

17/ Banque mondiale, page 23.

110. A cet effet, les populations rurales doivent bénéficier de cours de formation et de perfectionnement à différents métiers tels que ceux de charpentier, maçon, mécanicien, cordonnier, tailleur, tisserand, etc.. Il est indispensable d'organiser le crédit. La commercialisation constitue un aspect important du développement des industries rurales. Il est donc nécessaire de mettre en place des mécanismes efficaces de distribution des facteurs de production et de commercialisation des produits.

111. Il est possible de promouvoir les activités non agricoles au moyen de systèmes d'incitation tels que des prêts à des conditions libérales, des exonérations fiscales temporaires, un meilleur accès aux matières premières et aux autres facteurs de production, et grâce à une amélioration des mécanismes de commercialisation et des programmes de formation. Toutefois, peu de pays ont accordé une attention suffisante à ces questions. En Tanzanie, le développement de relations interindustrielles basées sur l'agriculture au profit de la population rurale est fortement encouragé.

112. Les autres activités non agricoles comprennent les programmes de grands travaux ruraux tels que la conservation des sols et de l'eau, le boisement et le reboisement, la construction de routes de desserte et de barrages, etc.. Dans certains pays l'assistance du Programme alimentaire mondial est utilisée efficacement à cet effet.

113. La création d'emplois non agricoles est particulièrement importante et nécessaire au Botswana, au Lesotho et au Swaziland où, à l'avenir, les travailleurs migrants seront appelés à rentrer chez eux. Au Lesotho, à l'heure actuelle, le nombre de travailleurs migrants employés en République d'Afrique du Sud est estimé à 120 000. En raison des limitations croissantes imposées par l'Afrique du Sud, ce chiffre devrait diminuer de 15 000 d'ici la fin du troisième plan national de développement (1980-1985) et d'environ 60 000 d'ici à l'an 2000. De nouveaux emplois devront être créés dans le secteur de l'agriculture ainsi que dans les activités domestiques non agricoles pour ces travailleurs migrants de retour et pour les nouveaux entrants sur le marché du travail. La situation est probablement identique au Botswana et au Swaziland. Tous les mozambicains travaillant dans les mines ou autres entreprises sud-africaines ont été sommés de rentrer chez eux et de se réinstaller au Mozambique. Dans ces circonstances, la formation et la réinsertion des travailleurs migrants retournant chez eux revêtent une importance particulière.

ACTIVITES DES INSTITUTIONS DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LA REFORME AGRAIRE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

114. En adoptant la Déclaration de principes et le Programme d'action, les participants à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural ont demandé aux institutions concernées des Nations Unies, avec la FAO comme organisme directeur, d'aider les Etats membres notamment à : i) suivre et évaluer les activités de réforme agraire et de développement rural; ii) analyser et diffuser l'information; iii) fournir une assistance technique dans le cadre de l'application du Programme; et iv) mobiliser des ressources.

115. Conformément à cette demande, les organismes des Nations Unies concernés, avec la FAO comme organisme directeur, ont engagé des actions en vue d'harmoniser leurs programmes avec le Programme d'action de la Conférence et d'aider les Etats membres à formuler leurs stratégies de développement rural. Depuis la Conférence, les programmes de lutte contre la pauvreté ont fait l'objet d'une attention particulière et les actions de développement rural ont été intensifiées. Le rapport de l'Equipe spéciale du Comité administratif de coordination (CAC) sur le développement rural, 1985, indique que les programmes des institutions du système des Nations Unies, notamment l'OIT, l'ONUDI, le PNUE, le FNUAP, le PAM, le FIDA, l'OMS, l'Unesco, le FISE, la Banque mondiale, le PNUD, et les Commissions régionales (la CEA dans le cas présent) ont tous axé leurs efforts sur l'élimination de la pauvreté rurale et continuent de s'adresser plus particulièrement aux groupes défavorisés tels que les petits exploitants, les femmes, les ouvriers agricoles, les petits éleveurs, les pêcheurs artisanaux, etc..

116. Par exemple, l'OIT poursuit son programme de lutte contre la pauvreté en développant particulièrement ses activités en faveur des femmes et celles reposant sur la participation de la population; l'OMS a réorienté son programme de soutien aux Etats membres afin de traduire dans les faits le concept commun OMS/FISE de soins de santé publique. Les programmes d'"Education pour tous" de l'Unesco et de "Santé pour tous" de l'OMS sont des exemples supplémentaires de cette priorité donnée à la lutte contre le paupérisme rural. La presse et la radio rurales de l'Unesco s'adressent également aux pauvres des zones rurales. Les programmes de l'ONUDI sont axés sur les activités de développement industriel devant bénéficier aux pauvres des zones rurales.

117. Les programmes du FNUAP insistent, plus qu'auparavant, sur la coordination des politiques démographiques et rurales et sur leur intégration dans les plans nationaux de développement; le programme du PNUE sur la protection de l'environnement, particulièrement dans les zones reculées où la pauvreté est extrême et endémique, sont un autre exemple de la priorité accordée aux programmes de lutte contre la pauvreté conformément au Programme d'action de la Conférence.

118. Le FIDA a été créé avec pour mandat d'aider les pauvres et ses programmes reflètent ce mandat. En 1985, selon le rapport de l'Equipe spéciale du CAC, 52 p. 100 des prêts totaux du FIDA ont été consacrés à l'aide aux pays africains au Sud du Sahara, et à son Programme spécial pour l'Afrique au Sud du Sahara dont l'objectif, qui est de restaurer la production agricole, reçoit un soutien accru.

119. Toutes les institutions internationales insistent maintenant sur la participation de la population qui est considérée comme l'un des facteurs essentiels devant assurer la viabilité et l'autonomie des projets de développement rural. Par exemple, la Banque mondiale indique que 65 p. 100 de ses projets approuvés lors de l'exercice 1985 ont utilisé différentes formes de participation des agriculteurs. Grâce à cette participation, des informations de base ont pu être recueillies sur les caractéristiques socio-économiques, culturelles et démographiques des bénéficiaires, l'organisation des activités productives, et l'adaptation des projets au comportement et aux besoins des bénéficiaires.

120. On peut citer d'autres exemples de programmes où la participation de la population est soutenue et encouragée, notamment : les principes directeurs du PAM relatifs à la différenciation des groupes cibles selon la catégorie socio-économique et le sexe, qui insistent sur la consultation au niveau de la communauté; les différentes activités de l'OIT comprenant l'éducation des travailleurs, les emplois non agricoles, les activités productrices de revenu, et l'amélioration de la capacité de gestion des petites entreprises; les projets coopératifs de crédit et d'épargne de la FAO, ainsi que la formation de cadres du gouvernement pour la planification avec participation de la population au niveau du village; et les projets de l'OMS de participation de la communauté aux services de santé.

121. Le FIDA met actuellement au point des "modalités de fonctionnement" afin de mettre en pratique le concept de participation de la population. Le PNUD a lancé un "Fonds de soutien aux initiatives communautaires" destiné à financer des projets identifiés par des communautés locales. Un projet pilote interinstitutions de développement villageois intégré avec participation de la population a été lancé au Zimbabwe.

122. Les associations féminines traditionnelles d'épargne ont été utilisées par la FAO au Kenya et au Zimbabwe pour identifier et fournir des services d'appui.

123. Les femmes sont les principaux bénéficiaires d'un certain nombre de projets exécutés par plusieurs institutions. Le rapport du FIDA indique que 52 p. 100 de ces programmes en 1984 ont directement bénéficié aux femmes, contre seulement 10 p. 100 en 1970.

124. Les femmes sont les principaux bénéficiaires des projets intégrés du PAM, qui comprennent des éléments de nutrition, de production de revenus et de création d'emplois, de formation professionnelle, d'accès aux ressources et aux services tels que l'eau potable, l'énergie et les services de santé. C'est également le cas des projets intégrés de développement agricole de la FAO dans plusieurs pays, ainsi que des différents programmes en faveur des femmes tels que les projets coopératifs d'auto-assistance dans le cadre du programme d'Actions communautaires pour les femmes rurales défavorisées, du programme inter-divisions d'expérimentation de techniques d'économie d'énergie pour les ménages ruraux; et des projets pour l'amélioration de l'accès des femmes au crédit, à la banque, et à la commercialisation.

125. L'Unesco, le FNUAP, le PAM, et l'OMS exécutent des projets dans les domaines de l'alphabétisation fonctionnelle, de la nutrition et de la santé familiale, qui s'adressent particulièrement aux femmes.

126. La Commission économique pour l'Afrique a été l'une des premières institutions à préconiser des réformes pour relever la productivité agricole conformément aux principes et stratégies de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Les politiques qui ont, de longue date, porté préjudice à la productivité agricole ont fait l'objet de plusieurs réunions et séminaires organisés par la CEA, seule ou en collaboration avec d'autres institutions telles que la FAO. La contribution la plus importante de la CEA

concerne la création d'institutions destinées à promouvoir la coopération entre les pays. La Zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe constitue un exemple notable. Par l'intermédiaire de ses bureaux sous-régionaux, la CEA a contribué à promouvoir différentes formes d'activités coopératives destinées à favoriser l'autosuffisance individuelle et collective.

127. La CEA a été l'un des principaux architectes du Plan d'action de Lagos (1980), lequel a défini un cadre macro-économique pour le développement des économies africaines, y compris l'agriculture, et a particulièrement insisté sur le développement rural. La CEA a également joué un rôle essentiel dans la conception du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (APPER), 1986-1990 et dans l'élaboration des propositions de l'Afrique qui ont débouché sur le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

128. La Commission, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales, a parrainé plusieurs conférences et séminaires en vue de sensibiliser les responsables aux questions relatives au développement rural. En 1985, la CEA a notamment parrainé les activités suivantes :

- i) Consultation d'experts sur le rôle des coopératives rurales dans le secteur productif en Afrique (en collaboration avec la FAO, l'OIT, l'ONUDI et l'ACI);
- ii) Consultation d'experts sur la prévention des empiétements sur les terres cultivables en Afrique (en collaboration avec le PNUE, la FAO et l'Unesco);
- iii) Séminaire pour les femmes rurales sur l'utilisation de techniques éprouvées et considérées comme adaptées à l'usage domestique;
- iv) Assistance aux Etats membres pour la création d'un réseau sous-régional de recherche sur le maïs;
- v) Assistance pour la création de l'association des offices de commercialisation des produits alimentaires en Afrique (AFMA-Afrique).

129. Différents rapports et publications techniques sur des questions relatives à l'objet de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural ont été produits. La CEA a également participé aux différentes missions d'étude interinstitutions consécutives à la Conférence.

130. La FAO, en tant qu'organisme directeur chargé de l'application du Programme d'action de la Conférence, a vu son programme de travail fortement influencé par la Déclaration de principes et le Programme d'action de la Conférence. Cette influence s'est exercée sur les différents types d'assistance fournie par la FAO dans les domaines suivants, pour n'en mentionner que quelques uns :

- i) Etude des politiques et stratégies de développement rural;
- ii) Education et formation;

- iii) Nutrition;
- iv) Suivi et évaluation;
- v) Participation de la population; et
- vi) Femmes et développement.

131. Conformément aux objectifs de la Conférence, la FAO a organisé un certain nombre de missions interinstitutions de haut niveau dans plusieurs pays, en réponse à leur demande. A ce jour, l'Ethiopie, le Lesotho, le Mozambique, la Somalie, la Tanzanie et l'Ouganda ont bénéficié de ces missions. Les missions ont sans aucun doute été utiles dans la mesure où elles ont contribué à rationaliser les politiques et programmes des pays visités, conformément aux principes et stratégies de la Conférence. Elles ont en outre débouché sur plusieurs propositions de projets qui doivent être exécutés avec l'appui des institutions concernées. A la suite de ces missions, des discussions ont été engagées et des séminaires organisés sur les politiques et stratégies de développement rural avec les gouvernements des pays concernés.

132. La FAO a également aidé les Etats membres à réorienter leurs services de vulgarisation agricole afin d'accorder une plus grande importance aux petits exploitants, particulièrement aux femmes agricultrices, et à adopter une approche communautaire du travail de vulgarisation. En outre, l'amélioration des relations entre la vulgarisation et la recherche a fait l'objet d'une grande attention. La FAO a aussi aidé les institutions nationales à établir une relation fonctionnelle entre la vulgarisation et la recherche (Ethiopie, Lesotho). Des ateliers ont été organisés en vue de faciliter l'échange d'informations et de données d'expérience sur : i) l'amélioration de l'organisation et de la gestion des services agricoles pour les petits exploitants; et ii) la création ou le renforcement d'institutions, les programmes de formation et la participation de la population.

133. La FAO a fait une large place au suivi et à l'évaluation dans tous ses programmes, et a fourni une assistance aux Etats membres en vue du renforcement et/ou de la création de mécanismes de suivi et d'évaluation dans les ministères concernés et dans les projets de développement.

134. Dans le cadre d'un programme pilote de participation de la population (PPP), la FAO exécute des projets dans douze pays, dont huit sont situés en Afrique. Un manuel sur le suivi et l'évaluation des projets de participation de la population a été élaboré et est actuellement à l'essai.

135. Le changement de nom du service de la FAO s'occupant des femmes dans le développement rural reflète la nouvelle orientation des programmes de la FAO et l'importance attachée à cette question. En effet, le Service de l'économie domestique et des programmes sociaux est devenu le Service des femmes dans le développement agricole et rural. La FAO a engagé plusieurs programmes dans le cadre du Programme femmes et développement déjà mentionné.

136. Plusieurs séminaires et consultations d'experts ont été organisés sur les femmes, la production alimentaire et la sécurité alimentaire en Afrique, en vue : de définir des méthodes devant permettre de réorienter les activités des services de vulgarisation et de formation afin qu'ils s'adressent effectivement aux femmes agricultrices; de former des économistes et fonctionnaires chargés du développement agricole dans le domaine de la conception et de la formulation de projets en faveur des femmes agricultrices; et d'élaborer de nouveaux projets nationaux soutenus par la FAO dans le domaine des femmes dans les systèmes alimentaires en Afrique.

PRINCIPAUX OBSTACLES RECENSES PAR LES MISSIONS DE SUIVI DE LA CONFERENCE MONDIALE SUR LA REFORME AGRAIRE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

137. Les principales difficultés qui entravent l'application du Programme d'action de la Conférence sont, en résumé, les suivantes :

- i) Défaut de politiques et stratégies de développement rural clairement définies et articulées;
- ii) Manque de coordination entre les différents ministères et institutions s'occupant de planification et d'exécution de projets de développement rural;
- iii) Défaut de mécanismes permanents de suivi et d'évaluation;
- iv) Manque de coordination des activités des organismes d'aide;
- v) Inefficacité de la gestion des organismes para-étatiques (nécessité d'examiner de près leur fonctionnement en vue de rationaliser leurs activités);
- vi) Reconnaissance et compréhension insuffisantes du rôle des femmes en tant que productrices de denrées alimentaires;
- vii) Grave pénurie de main-d'oeuvre, compte tenu en particulier de la nécessité de décentraliser le processus de prise de décision et de promouvoir la participation de la population;
- viii) Manque de données statistiques nécessaires à la planification, à la connaissance de l'incidence et de la nature de la pauvreté rurale et du rôle des femmes en tant que productrices de denrées alimentaires.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

138. La préoccupation essentielle de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural était l'élimination de la pauvreté et de la malnutrition dans les zones rurales. Pour atteindre ces objectifs, le rôle décisif de la participation de la population a été mis en relief.

139. En adoptant la Déclaration de principes et le Programme d'action, les Etats membres se sont engagés à appliquer des réformes politiques et institutionnelles dans les secteurs qui agissent sur le développement rural

et la justice sociale : c'est ainsi que, depuis la Conférence, un certain nombre de gouvernements, à titre individuel et/ou collectif, ont proclamé leur volonté et, dans certains cas, ont effectivement adopté des mesures en vue de favoriser le développement rural et de parvenir à une répartition équitable des revenus. En adoptant le Plan d'action de Lagos, les gouvernements africains se sont engagés à accroître le montant des ressources allouées à l'agriculture et, en adoptant le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, ils ont réitéré cet engagement en précisant que l'agriculture devrait bénéficier de 20 à 25 p. 100 des investissements publics. En ce qui concerne les recommandations de la Conférence, certains pays ont tenu leurs engagements en adoptant des réformes politiques et institutionnelles fondamentales conformes auxdites recommandations.

140. Les organismes des Nations Unies et autres organisations internationales concernées, avec la FAO comme organisme directeur, ont sensibilisé les dirigeants aux questions se rapportant à l'objet de la Conférence par l'intermédiaire de séminaires, de missions de consultation et d'études pertinentes. Les institutions ont en outre réorienté leurs activités et stratégies pour tenir compte des objectifs et priorités de la Conférence. Des missions d'études interinstitutions ont été effectuées sur la demande des pays, en vue de discuter avec eux et de les aider à formuler leurs stratégies de développement rural et de définir les domaines d'assistance.

141. Comme il a été mentionné, d'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne la sensibilisation des dirigeants. Les gouvernements ont affirmé et réitéré leur engagement de donner à l'agriculture le plus haut rang de priorité et d'éliminer la pauvreté et la malnutrition dans les zones rurales. Malheureusement, ces déclarations officielles ont rarement été traduites en actions. En fait, dans de nombreux cas, la situation de la population rurale ne s'est guère améliorée. Il ne semble pas que la pauvreté rurale ait diminué, sans même parler de son élimination. En réalité, dans de nombreux pays, la situation des pauvres des zones rurales s'est même aggravée.

142. Dans les années 80, la production alimentaire et agricole s'est détériorée, en raison des sécheresses persistantes. Bien que les infrastructures et les services sociaux aient enregistré une croissance globale relativement satisfaisante, le secteur rural n'a jusqu'à présent guère bénéficié de ces services. On indique même que dans un certain nombre de pays, en raison des graves problèmes économiques et de la pénurie aigue de devises, certains services sociaux et économiques ne fonctionnent plus. La réalisation des objectifs de la Conférence reste donc illusoire dans la sous-région.

143. Il est évident que les pays africains ont d'énormes obstacles à surmonter s'ils veulent accélérer le développement rural et éliminer la pauvreté. Ces obstacles sont profondément enracinés, un grand nombre d'entre eux étant imputables à l'héritage colonial, et n'ont pu disparaître dans une période aussi brève. Il faudra du temps pour réaliser les réformes institutionnelles et politiques nécessaires. Des réformes ponctuelles ne serviraient qu'à détourner l'attention des objectifs de développement à long terme. Il faut donc adopter des réformes systématiques et suivies en tenant compte des intérêts à long terme de l'agriculture et du développement rural de l'Afrique.

144. Il ne fait aucun doute que les gouvernements ont consenti d'importants efforts dans des circonstances difficiles et que les bases nécessaires à la réalisation des objectifs de la Conférence ont effectivement été jetées. Toutefois, en vue d'accélérer le développement rural et d'éliminer la pauvreté, les gouvernements africains doivent se pencher à nouveau sur les idéaux et principes contenus dans le Programme d'action de la Conférence. Ces idéaux, avec ceux du Plan d'action de Lagos et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, constituent un cadre valable pour la réalisation d'un développement rural accéléré et autosuffisant dans la sous-région.

145. Plus précisément, la réalisation des objectifs de la Conférence sera facilitée si les gouvernements de la sous-région envisagent des actions dans les domaines suivants :

- i) Evaluation des activités de développement rural passées et formulation de stratégies de développement rural clairement définies et s'adressant à des populations-cibles précises et mise en place de mécanismes permanents de suivi et d'évaluation des progrès du développement rural;
- ii) Coordination des activités des différentes institutions gouvernementales et ministères s'occupant de développement rural;
- iii) Evaluation du rôle des organisations para-étatiques en vue de rationaliser leurs activités et d'améliorer ainsi leur efficacité;
- iv) Coordination des activités des organismes d'aide afin de tirer le maximum de profit de leurs efforts;
- v) Reconnaissance du rôle des femmes dans le domaine de la production et de la sécurité alimentaire, en plus de leur tâches domestiques traditionnelles en vue de leur donner la possibilité de participer pleinement au développement rural ainsi qu'à la vie économique, sociale et politique de la société;
- vi) Mise au point d'indicateurs généraux sur l'application du Programme d'action de la Conférence et amélioration des statistiques sur les causes et l'incidence de la pauvreté rurale, le rôle des femmes dans la production alimentaire, et les problèmes et besoins des petits agriculteurs, en vue de faciliter la planification à partir de la base.

BIBLIOGRAPHIE

1. FAO, La charte des paysans: Declaration de Principes et Programme d'Action de la Conference mondiale sur la reforme agraire et le developpement rural, Rome, 1981.
2. FAO, Key Principles for Operational Guidelines in the Implementation of the WCARRD Programme of Action, Rome, 1980.
3. FAO, Review and Analysis of Agrarian Reform and Rural Development in Developing Countries since the mid-1960s, Rome, 1979.
4. FAO, Report of the WCARRD Follow-up United Nations Inter-Agency Mission to Uganda, 1985.
5. FAO, Somalia: Report of the High-Level WCARRD Follow-up and Lagos Plan of Action Strategy Review Mission, 1982.
6. FAO, Report of the WCARRD Follow-up Inter-Agency Mission to Mozambique, 1984.
7. FAO, Kingdom of Lesotho: Report of the WCARRD Follow-up Inter-Agency Mission, 1982.
8. FAO, Review of Rural Development Strategy and Policies, United Republic of Tanzania, Report of the High-Level WCARRD Follow-up Mission, 1981.
9. FAO, Report on the International Workshop on Designing Rural Development Strategies, 2-7 decembre 1985, Ibadan, Nigeria.
10. FAO, Ethiopia: Report of the High-Level WCARRD Follow-up Mission, 1982.
11. FAO, African Agriculture: The Next 25 years.
12. FAO, Report of the Government consultation on the follow-up to the World Conference of Agrarian Reform and Rural Development in the Africa Region, Harare, Zimbabwe, septembre 1985.
13. FAO, Improving the Organization and Administration of Agricultural Services for Small Farmers in Africa, Report of a Regional Expert Consultation held in Nairobi, Kenya, decembre 1982.
14. FAO, Report of the Expert Consultation on Institutional Development and Training Programme in Africa, held in Harare, Zimbabwe, 9-13 septembre 1985.
15. FAO, Delivery Systems of Agricultural Services to Small Farmers in Africa, Case Studies from Ethiopia, Kenya and Nigeria, 1983.

16. FAO, Progress in Rural Development, ACC Task Force on Rural Development, mars 1986.
17. FAO, Major Issues in Agrarian Transformation: Report of a Regional Workshop on Agrarian Transformation in Centrally Planned Economies in Africa, 1984.
18. FAO, Report of the Inter-Country Workshop on Formulation and Design of Projects to Support Women's Activities in Food Production, Harare, Zimbabwe, février 1986.
19. FAO, Report of the Workshop on Improving Statistics on Women in Agriculture, Rome, octobre 1985.
20. FAO, Report of the Expert Consultation on Socio-Economic Indicators or Monitoring and Evaluation of Agrarian Reform and Rural Development for Africa, Addis-Abeba, Ethiopie, mai 1982.
21. FAO, Women in Food Production, Report of the Expert Consultation held in Rome, decembre 1983.
22. FAO, Women in Food Production and Food Security in Africa, Rome, 1984.
23. FAO, Women in Food Production and Food Security in Africa: Report of the Expert Consultation held in Harare, Zimbabwe, juillet 1984.
24. CIRAFRICA, Report of the First Government Consultation for Africa on the Follow-up of WCARRD, Arusha, Republique-Unie de Tanzanie, Septembre 1983.
25. OIT, Agrarian Policies and Rural Poverty in Africa, publie sous la direction de D. Ghai et S. Radwan, Geneve, 1983.
26. Patterns of Rural Development and Impact on Employment and Incomes; Synthesis Report; Programme des emplois et des competences technique pour l'Afrique, Addis-Abeba, Ethiopie, 1985.
27. Teka T. et T. Nichola, Rural Poverty Alleviation: The Case of Ethiopia, FAO, Rome 1984.
28. Von Freyhold M., Ujamaa Villages in Tanzania; Analysis of a Social Experiment, Heinemann, 1979.
29. Banque mondiale, Financing Adjustment with Growth in Sub-Sahara Africa, Washington, D.C., 1986.
30. World Development Report 1986, Washington, D.C. 1986.

Tableau 1: Taux de croissance annuel de la production
agricole par habitant

Production alimentaire et céréalière
Situation antérieure à la Conférence

Région	Production agricole		Production alimentaire		Production céréalière	
	1961/65-70	1970-76	1961/65-70	1970-76	1961/65-70	1970-76
<u>Pays en développement à économie de marché</u>	0,5	0,0	0,7	0,2	1,1	0,3
Afrique						
Extrême Orient	0,2	-1,5	0,1	-1,4	0,4	-0,8
Amérique latine	0,3	0,1	0,9	0,2	1,6	0,0
Proche Orient	0,2	0,1	0,3	0,5	0,7	1,0
	0,4	1,1	0,3	1,4	-0,6	2,1
<u>Pays d'Asie à économie centralement planifiée</u>	1,0	0,7	0,9	0,6	1,1	0,7
<u>Tous les pays en développement</u>	0,7	0,2	0,7	0,3	1,1	0,4
<u>Pays le plus gravement touchés</u>	0,6	-0,5	0,7	-0,4	1,4	-0,4
<u>Autres pays</u>	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7	1,3

Source: Review and analysis of agrarian reform and rural development in the developing countries since the mid-1960's,
WCARD/INF.5, FAC, Rome.

Tableau 2: Structure de la production en 1965 et 1984,
Afrique de l'Est et Afrique australe

PIB (en millions de dollars des E.U.)			Répartition du PIB (en pourcentage)							
PAYS	1965	1984	AGRICULTURE		INDUSTRIE		INDUSTRIES MANUFACTURIERES		SERVICES	
			1965	1984	1965	1984	1965	1984	1965	1984
Botswana	50	990	34	6	19	45	12	7	47	48
Ethiopie	1 180	4 270	58	48	14	16	7	11	28	36
Kenya	920	5 140	35	31	18	21	11	12	47	48
Lesotho	50	360	65	-	5	-	1	-	30	-
Madagascar	730	2 380	31	42	16	16	-	-	53	42
Malawi	220	1 090	50	37	13	18	-	-	37	45
Maurice	190	860	16	14	23	25	14	17	61	61
Somalie	220	1 364	71	-	6	-	3	-	24	-
Tanzanie	790	4 410	46	-	14	-	6	-	40	-
Ouganda	1 180	4 710	52	-	13	-	8	-	35	-
Zambie	1 030	2 640	14	15	40	26	3	7	34	38
Zimbabwe	960	4 590	13	14	35	40	20	27	47	48

Source: Banque mondiale, World Development Report, 1986.

Tableau 3: Structure des exportations de marchandises
(en pourcentage)

Pays	Combustibles, minéraux et métaux		Autres produits de base		Textile et vêtements	
	1965	1982	1965	1982	1965	1982
Angola	6	..	76
Ethiopie	(.)	8	99	91	(.)	(.)
Kenya	13	29	77	57	(.)	(.)
Lesotho						
Madagascar	4	12	90	81	1	4
Malawi	(.)	(.)	99	38	(.)	6
Mozambique	14	..	84	..	1	..
Somalie	(.)	(.)	86	99		
Tanzanie	1	5	86	82	(.)	3
Ouganda	13	..	86	..		
Zambie	97	..	3
Zimbabwe	24	..	47	..	6	..

.. Données non disponibles

(.) Inférieur à la moitié de l'unité

Tableau 4: Estimations de l'utilisation d'engrais: Moyenne 1979-81
(en éléments nutritifs des engrais)

Pays	Quantité totale utilisée (en milliers de tonnes métriques)			Superficie cultivée (en milliers d'hectares)			Quantité utilisée (en kg/ha)		
	Total	Culture d'exporta- tion et non vivrières	Cultures vivrières	Total	Cultures d'exporta- tion & non vivrières	Cultures vivrières	Total	Cultures d'exporta- tion & non vivrières	Cultures vivrières
Angola	14	5	9	1 572	306	1 266	9	16	7
Botswana	1	-	-	193	1	192	5	-	-
Gjibouti	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Ethiopie	42	23	19	7 625	212	6 313	6	28	3
Kenya	61	12	49	2 844	350	2 494	21	34	20
Lesotho	5	-	-	-	-	-	23	-	-
Madagascar	6	6	2	2 306	277	2 029	3	22	1
Malawi	31	9	22	-	-	-	15	69	11
Maurice	26	25	-	97	80	17	268	313	-1
Mozambique	31	26	5	2 570	207	2 363	12	126	2
Namalie	1	-	1	695	4	690	1	-	-1
Naziland	14	-	-	150	22	128	93	-	-
enzanie	32	21	11	5 400	669	4 731	6	31	2
uganda	1	1	-	3 358	331	3 027	-	3	-1
ambie	80	3	72	1 235	34	1 201	65	235	60
imbabwe	153	80	73	2 300	300	2 000	67	267	37

Source: FAO, Atlas of African Agriculture: African Agriculture, the next 25 years, Rome 1986

Tableau 5 : Recherche agricole en Afrique au Sud du Sahara,
en Asie et en Amérique latine, 1980

Region	Dépense en matière de recherche agricole		Nombre d'hommes/années d'experts agronomes
	En pourcentage du PIB agricole	Coût par homme/ année d'experts agronomes (en milliers de dollars E-U)	Par tranche de 10 millions de dollars du PIB agricole
Afrique au Sud du Sahara			
Afrique de l'Ouest	1,19	83	1,42
Afrique de l'Est	0,81	46	1,76
Afrique australe <u>1/</u>	1,23	50	2,47
Asie			
Asie du Sud	0,43	34	1,29
Asie du Sud Est	0,52	25	2,07
Amérique latine			
Amérique du Sud tempérée	0,70	53	1,32
Amérique du Sud tropicale	0,98	56	1,77
Caraïbes et Amérique centrale	0,63	52	1,20

1/ Y compris l'Afrique du Sud

Source : Banque mondiale, Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa, 1985-90, extrait de R.A. Evenson ; "The IARCs : Evidence of Impact on National Research and Extension on Productivity", for the Consultative Group on International Agricultural Research (draft), 1985.

Tableau 6 : Indicateurs relatifs à l'éducation

Pays	Nombre d'élèves inscrits à l'école primaire en pourcentage du groupe d'âge concerné					
	Total		Garçons		Filles	
	1965	1982	1965	1982	1965	1982
Angola	39	..	53	..	26	..
Botswana	65	102	59	94	71	110
Ethiopie	11	45 a/	16	50 a/	6	33 a/
Kenya	54	104	69	114	40	94
Lesotho	94	112	74	95	114	129
Madagascar	65	100 a/	70	..	59	..
Maurice	101	106	105	107	97	105
Malawi	44	62 a/	55	73 a/	32	51 a/
Mozambique	37	104	48	119	26	72
Somalie	10	30 a/	16	38 a/	4	21 a/
Swaziland	74	111	76	111	71	111
Tanzanie	32	98	40	101	25	95
Ouganda	67	60	83	69	50	51
Zambie	53	96 a/	59	102 a/	46	90 a/
Zimbabwe	110	130 a/	123	134 a/	92	125 a/
Pays d'Afrique au Sud du Sahara	42 b/	71 p	55 p	82 p	23 p	65 p
Pays à faible revenu	62 p	85 p	77 p	103 p	47 p	77
Pays à revenu modéré (tranche inférieure)	74 p	103 p	82 p	109 p	65 p	98 p
Pays à revenu modéré (tranche supérieure)	96 p	102 p	100 p	108 p	92 p	100 p
Pays industrialisés à économie de marché	110 p	102 p	107 p	102 p	110 p	101 p

a/ Les chiffres donnés correspondent à des années différentes de celles des têtes de colonnes

b/ p : moyenne pondérée

Source : Banque mondiale, Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa, 1986-1990.

Tableau 7 : Espérance de vie et indicateurs pertinents

Pays	Espérance de vie à la naissance (nombre d'années)				Taux de mortalité infantile (moins de 1 an)		Taux de mortalité infantile (de 1 à 4 ans)	
	Hommes		Femmes		1965	1984	1965	1984
	1965	1984	1965	1984				
Angola	34	42	37	44	193	144	52	30
Botswana	46	55	49	51	108	72	21	11
Ethiopie	42	43	43	46	166	172	37	39
Kenya	43	52	46	56	113	92	25	15
Lesotho	47	52	50	56	143	107	20	14
Madagascar	41	51	44	54	..	110	..	22
Malawi	38	44	40	46	201	158	55	35
Maurice	59	62	63	69	64	26	9	1
Mozambique	36	45	39	48	172	125	31	22
Sonatie	36	44	40	47	166	153	37	33
Swaziland								
Tanzanie	41	50	44	53	136	111	29	22
Ouganda	43	49	47	53	122	110	26	21
Zambie	42	50	46	53	123	96	29	15
Zimbabwe	46	55	49	59	104	77	15	7

.. Données non disponibles

Source : Banque mondiale, World Bank Development Report, 1985, Washington, D.C.

Tableau 8 : Ration alimentaire énergétique par habitant 1979-81
(en Kcal/jour)

Pays	1979-81	1984	Evolution 1979/81-1984 (en pourcentage)	Pourcentage de satisfaction des besoins en 1984
Angola	2 154	1 957	- 9,1	93
Botswana	2 169	1 939	- 10,6	92
Ethiopie	2 172	1 695	- 22,0	81
Kenya	2 00	1 810	- 9,5	86
Lesotho	2 377	2 338	- 1,6	111
Madagascar	2 519	2 413	- 4,2	115
Malawi	2 259	2 438	7,4	116
Maurice	2 721	2 801	2,9	133
Mozambique	1 806	1 637	- 9,4	78
Somalie	1 983	2 068	4,3	99
Swaziland	2 498	2 578	3,2	123
Tanzanie	2 436	2 247	- 7,8	107
Ouganda	2 145	2 394	11,6	114
Zambie	2 160	1 968	- 10,1	94
Zimbabwe	2 134	1 843	- 14,6	88

Source : FAO, Atlas of African Agriculture,
African Agriculture : the next twenty-five years, Rome.